

Conseil de la Métropole du 30 septembre 2024

Intervention préalable

Intervention de Philippe COCHET

Président de groupe

Maire de Caluire-et-Cuire - Conseiller métropolitain Plateau-Nord

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président, chers collègues,

La tonalité de ce conseil a été donnée par les intervenants précédents.

L'actualité nationale est évidemment dans toutes les têtes et il est évident que cela a un impact sur l'organisation décentralisée de la France et donc sur les collectivités dont la nôtre. Il est donc légitime de s'interroger sur les orientations futures du nouveau Gouvernement.

Ce Gouvernement d'ailleurs est issu d'une coalition inédite, face à la composition justement inédite de l'Assemblée nationale sous la Ve République. Le Rassemblement National est bien le premier parti de France mais il a un double handicap pour gouverner : il n'a pas de majorité à lui tout seul alors qu'il en avait fait la condition sine qua non pour exercer le pouvoir, et surtout il ne trouve pas d'alliés pour composer une coalition majoritaire.

Notre groupe La Métro Positive se félicite d'ailleurs, du choix clair et résolu de ses membres d'avoir agi dans le respect de nos valeurs et de nos engagements et d'avoir soutenu des candidats issus des formations qui ont refusé toute alliance avec le Rassemblement National.

Ce n'est malheureusement pas le cas sur les bancs d'une certaine gauche qui oublie vite ses idéaux pour des petits arrangements électoraux. Cette gauche qui n'hésite pas à s'allier avec des courants politiques antisémites pour former une coalition, certes la plus nombreuse, mais incompatible avec l'arc républicain.

Heureusement nous avons dans cet hémicycle encore quelques élus qui restent dignes et je salue les prises de position de Madame Hélène GEOFFROY, maire de Vaulx-en-Velin. D'autant plus, quand on constate que certains socialistes métropolitains se couchent avant-même d'en avoir reçu l'ordre du *politburo*.

Face à cette instabilité et pour assurer la continuité républicaine certains mouvements politiques ont pris leur responsabilité pour former une coalition sous l'autorité de Michel BARNIER, Premier ministre auquel nous apportons notre soutien.

Aussi, c'est avec honneur que notre groupe salue la nomination de François-Noël BUFFET, conseiller métropolitain, sénateur du Rhône et président de la Commission des lois du Sénat au poste de ministre, auprès du Premier ministre, chargé des Outre-Mer.

Nous lui souhaitons pleine réussite dans ses fonctions dans un contexte particulièrement difficile, mais nous avons entière confiance dans ses compétences, sa capacité de travail et son engagement au plus près de nos concitoyens ultra-marins.

Cette confiance nous la plaçons dans le Premier ministre, qui dirige un Gouvernement de cohabitation avec un Président de la République dont nous continuons à penser qu'il a échoué à mener le rétablissement de la France et qu'il est le responsable de cette situation politique chaotique. Et nous constatons que certains veulent se recycler et espèrent laisser derrière eux leur engagement macroniste, voire même à le passer à la machine à laver de la cohabitation. A ceux-là nous disons, qu'il est possible d'avancer ensemble sur des bases nouvelles en portant les valeurs de la droite républicaine.

De la même façon nous ne sommes pas dupes de l'évolution des discours de la majorité de la Métropole de Lyon. Vous cherchiez déjà à vous disculper sur le gouvernement quand il était macroniste et maintenant vous agitez le spectre d'une politique de droite pour tenter d'affirmer votre unité de gauche qui s'est largement fissurée.

On l'a constaté avec un épisode malheureux cet été, quand vous décidez de suspendre toute nouvelle entrée dans le dispositif d'hébergement d'urgence en faveur des femmes enceintes et des mères isolées avec enfant de moins de trois ans.

En 2020 à Paris Match, notre président Bruno BERNARD expliquait que ce qui le choquait le plus suite à sa prise de fonction c'était : « les enfants qui dorment dehors ».

Au bout de quatre ans de pouvoir ça vous choque apparemment moins !

Et pourquoi cela ? Renaud PAYRE nous dit que c'est pour faire réagir l'État qui ne compense pas assez les prises en charge et les Départements limitrophes qui mèneraient des politiques plus restrictives que la Métropole de Lyon.

Notre groupe peut comprendre que l'on s'interroge sur les répartitions des compétences, même que l'on demande des comptes à l'État, mais ce n'est pas ce que vous avez fait. Vous avez fait un choix politique d'arrêter votre engagement en faveur d'une Métropole de l'hospitalité dont vous avez pu vanter dans votre communication.

En cela, le vœu que vous déposez devant ce conseil en tant que groupe de la Majorité sur l'hébergement d'urgence est risible. Vous cherchez à vous racheter de vos erreurs en renvoyant la patate chaude sur l'État en faisant ce que vous faites de mieux, demander plus d'impôts pour dépenser plus d'argent public.

En fait, tout cela découle plutôt d'une chose, votre gestion financière catastrophique qui amène la Métropole de Lyon à ne plus pouvoir faire face à ses engagements financiers.

Vous subissez les conséquences de vos propres choix politiques : des recrutements inconsidérés, des augmentations de subventions pour des compétences non obligatoires mais

qui vous rendent service politiquement, des nouveaux droits comme le RSA jeune que vous cherchez maintenant à réduire, des dépenses de communication somptueuses, la création de nouvelles structures de gouvernances...

Et vous voilà à faire les poches des organismes satellitaires comme le musée des Confluences qui se voit amputé d'un million d'euros en fonctionnement et que vous reprenez en investissement pour faire bonne figure, le SYTRAL sur lequel vous prélevez 22 millions d'euros alors que les pannes perturbent encore la vie quotidienne des grands lyonnais et que les besoins nouveaux sont énormes.

On comprend mieux aussi votre entêtement à nous exclure de la gouvernance SYTRAL en refusant de respecter la représentation proportionnelle au sein de cette instance. Vous auriez mieux fait de stopper vos autoroutes à vélo qui sont des dépenses superflues dont les réalisations sont de plus en plus contestées.

Vous rendez-vous compte que le seul bilan, la seule action nouvelle que vous aurez réalisé durant ce mandat, ce seront les autoroutes à vélos ?

Sur les collègues vous appliquez avec retard les projets déjà lancés, sur le social vous avez certes créé des places mais sans aucune prospective et anticipation des conséquences budgétaires d'où votre banqueroute financière. Même la mise en place de la zone à faible émission qui est une obligation légale vous l'appliquez de manière catastrophique car anti-sociale et donc au détriment des plus pauvres !

Alors à 18 mois de la fin de votre mandat, doit-on s'interroger comme le font certains hebdomadaires lyonnais : « Faut-il quitter Lyon ? ».

Ce n'est certainement pas notre projet pour les Grands-Lyonnais.

Non il faut rester dans la Métropole de Lyon mais il faut quitter votre majorité désastreuse !

Je vous remercie.